

Cela fait quatre années qu'ils humilient les flics, c'est terminé !

écrit par Martin Moisan | 23 octobre 2016



Le gouvernement actuel est responsable du niveau de délinquance inouï que connaît notre pays. Les tentatives de meurtres dont sont victimes les policiers sont une des conséquences du sentiment d'impunité qu'éprouvent les criminels...pardon, les sauvages. Le laxisme judiciaire n'est pas tombé du ciel. Il n'est pas non plus un effet indésirable d'un système pénal conçu pour protéger les citoyens. Non, ce laxisme a été sciemment bâti, pierre par pierre, réforme après réforme, par un gouvernement aveuglé par l'idéologie socialiste selon laquelle le criminel est avant tout une victime sociale et l'agressé un bourgeois nanti qui n'a en définitive que ce qu'il mérite. Nous n'exonérons bien sûr par son prédécesseur LR/UMP/RPR puisqu'ils sont les deux faces faussement antagonistes d'un système destiné à détruire la

Nation française.

Quand on voit les ministres socialistes verser des larmes de crocodile pour exprimer leur compassion à l'égard des policiers blessés on ne peut que rigoler. Même si c'est un rire jaune, hélas tragique.

✘ Le 25 juin 2012, Manuel Valls déclarait à l'occasion de la sortie d'une nouvelle promotion d'élèves commissaires de police.

« Je serai inflexible quant au respect des règles de déontologie. Et je sais que l'immense majorité des policiers s'attache à la respecter.(...).Je demande que les policiers s'astreignent à une certaine distanciation professionnelle, en conservant leur sang-froid en toutes circonstances et en proscrivant par exemple le tutoiement. Mais, en tant que chefs de service, vous devrez veiller à proscrire les contrôles abusivement répétés ou réalisés sans discernement. Non motivés ou proportionnés, le risque fort existe que certains contrôles ne fassent qu'alimenter le ressentiment d'une partie de la population. Il vous faudra, également, veiller à ce que les fonctionnaires de vos services ne manifestent pas de réactions de défiance – contre-productives -à l'égard des décisions de justice« .

[Déclaration de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur, sur la défense de l'ordre républicain, les règles de déontologie, notamment en matière de contrôles d'identité, les relations entre police et justice et la mise en oeuvre d'une « culture de l'ef](#)

Le ton était donné...

Les policiers étant par essence de dangereux psychopathes, le gouvernement mettait en place en septembre 2013 une plateforme pour permettre aux citoyens de dénoncer par Internet les bavures des forces de l'ordre. C'est bien connu, la police

agresse et tue quotidiennement et ce dispositif, placé sous la houlette de l'Inspection générale de la police nationale (la fameuse IGPN, cette belle institution qui avait récemment reçu pour mission de sanctionner les policiers ayant manifesté après l'attaque de Viry-Châtillon et qui, dans un autre registre, avait omis de préciser que les forces mobiles protégeaient le 14 juillet dernier les agapes de Flamby avec ses amis théâtraux d'Avignon au lieu d'assurer la sécurité des Niçois) devait permettre de remettre les flics dans le droit chemin.

Le 1er janvier 2014, le gouvernement socialiste imposait aux policiers le port apparent d'une sorte de matricule appelé RIO pour « Référentiel des identités et de l'organisation ». Le but de cet étiquetage des poulets était soi-disant d'éviter les contrôles au faciès en permettant aux pauvres jeunes chances pour la France de se venir déposer plainte contre les méchants policiers harceleurs. Cette initiative, purement idéologique, avait pour seul but de donner un petit nonos à ronger aux chiens gauchistes en échange de l'abandon de la promesse inapplicable de Flamby d'instaurer des récépissés lors des contrôles d'identité (un pur délire...). N'importe quel étudiant en DEUG de droit pourra le vérifier, le RIO est une absurdité puisque le contrôle d'identité est régi par les dispositions de l'article 78-2 du code de procédure pénale. En conséquence, si les policiers découvraient un délit à l'issue d'un contrôle non conforme au 78-2 l'ensemble des actes d'enquête en découlant seraient invalidés par le Parquet, destinataire de l'ensemble des procédures policières.

Le 1er janvier 2014 toujours, dans le cadre de la vaste entreprise socialiste visant à museler l'institution policière, un nouveau code de déontologie entré en vigueur dont même Médiapart dénonçait l'iniquité » L'impression première est que ce nouveau code est n'importe quoi. Son but évident est de contraindre le petit personnel à l'obéissance et au silence (...) ». Juste deux perles extraites de ce

document : « Art 434-10 : Le policier ou le gendarme fait, dans l'exercice de ses fonctions, preuve de discernement« .

Appelle moi Ducon si tu veux...

« Art 434-16 : « Lorsque la loi l'autorise à procéder à un contrôle d'identité, le policier ou le gendarme ne se fonde sur aucune caractéristique physique ou aucun signe distinctif pour déterminer la personne à contrôler ».

Salauds de flics racistes !

Le gouvernement socialiste aurait eu tort de se priver de ce code insultant pour les flics puisque tous les syndicats de police (à l'exception d'Alliance et de Synergie qui s'est courageusement abstenu), depuis les organisations de gardiens de la paix jusqu'au syndicat des commissaires l'ont approuvé. On comprend un peu la défiance des flics de base à l'égard des syndicats censés les défendre.

Les policiers qui auraient tendance à la ramener un peu trop doivent payer. Révocation pour le brigadier Sébastien Jallamion auteur d'un crime atroce : avoir publié anonymement sur Facebook des images hostiles à des assassins islamistes. Rassurez-vous, les socialistes n'ont fait que poursuivre et amplifier un travail de sape qui était déjà mené sous Sarkozy puisqu'un policier avait été condamné en 2011 à deux mois de prison avec sursis pour avoir diffusé sur Facebook une violente agression commise par des racailles dans un bus RATP.

Le bâton donc, mais aussi des petites carottes...Des hochets non pas pour récompenser des flics qui auraient mis hors d'état de nuire des criminels les attaquant avec des cocktails Molotov mais au contraire pour récompenser ceux qui ont respecté les préceptes socialistes énonçant que l'intégrité physique du délinquant prime sur celle du policier. Ainsi, en mai dernier, l'adjoint de sécurité Kevin Philippy avait reçu la médaille d'or de la sécurité intérieure (et une place en école de police) pour ne pas avoir tiré sur les antifas qui

incendiaient son véhicule alors que les conditions de la légitime défense étaient réunies.

La carotte et le bâton... mais pas le bâton pour tout le monde... surtout pour le petit personnel. Parce que pour la haute hiérarchie policière ce n'est pas vraiment la même musique. En mai dernier on apprenait que le numéro 2 de la Direction du renseignement de la préfecture de police, Nicolas de Leffe, neveu de Giscard d'Estaing (ça ne s'invente pas !) volait les enveloppes de billets destinées à financer les frais de mission de ses subordonnés (merci pour eux) et les informateurs. Attention l'IGPN s'est montrée impitoyable : le neveu de Giscard a été rétrogradé de contrôleur général à commissaire divisionnaire. Il y a pire comme sanction... Il faut dire que voler l'argent de ses effectifs pour financer la rénovation de son château c'est quand même beaucoup moins grave que critiquer les islamistes sur Facebook.



Nicolas de Leffe : une indulgence étonnante...

Défiance des policiers à l'égard de leurs organisations syndicales, politique du deux poids deux mesures, le climat n'est pas vraiment serein au sein de l'institution policière.

Mais comment les flics pourraient-ils éprouver du respect pour leurs chefs ? Pour rire un peu, regardons le parcours professionnel de l'un d'eux, le contrôleur général Jean-Paul Pecquet, actuellement directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine. Sous le règne de Sarkozy, en mai 2011, ce responsable policier avait été nommé directeur départemental de la sécurité publique de l'Isère pour appliquer une soi-disant politique de fermeté à l'encontre des bandes de délinquants à l'origine de graves violences urbaines dans la banlieue de Grenoble.



Or, en septembre 2012, alors que Flamby venait tout juste de monter sur le trône, Jean-Paul Pecquet oubliait toutes velléités répressives pour intégrer la fameuse commission Taubira baptisée « conférence de consensus pour une nouvelle politique publique de prévention de la récidive » dont le rapport final qu'il a cosigné « recommande de s'orienter vers une politique de limitation de l'incarcération ».

Apparemment peu effrayé par les brusques retournements de veste, Pecquet devenait le 26 février 2013 conseiller de Valls, alors ministre de l'Intérieur et accessoirement grand ennemi de Taubira. En septembre, pour récompenser l'ensemble de son œuvre Pecquet devenait chef des flics des Hauts-de-Seine. Comme chantaient les « Charlots » dans nos regrettées années 70 « Merci patron...!